

PARTIE I
Chapitre 3

Aperçus par produit

Ce chapitre décrit la situation des marchés et les éléments marquants qui se dégagent de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme sur les marchés agricoles mondiaux et nationaux (projections à dix ans, de 2016 à 2025). Il apporte des informations sur le prix, la production, la consommation, les échanges et les principales incertitudes des céréales, des graines oléagineuses, du sucre, de la viande, des produits laitiers, des produits halieutiques et aquacoles, des biocarburants et du coton. Les projections quantitatives sont établies à l'aide du modèle d'équilibre partiel de l'agriculture mondiale Aglink-Cosimo. La version imprimée de ce chapitre comprend uniquement les aperçus par produit mais la version intégrale avec des informations plus détaillées et l'annexe statistique complète est disponible en ligne.

CÉRÉALES

Situation du marché

Les marchés mondiaux des céréales se caractérisent ces dernières années par des approvisionnements abondants dans un contexte de croissance plus lente de la demande. Par conséquent, les stocks mondiaux s'accroissent et les prix internationaux de l'ensemble des céréales atteignent des niveaux relativement bas par rapport à la décennie précédente. Même le recul de la production mondiale de céréales en 2015, suite à la récolte record de 2014, n'a pu inverser cette pression à la baisse, menant à de nouvelles diminutions des prix internationaux au cours de la campagne 2015 (pour une définition de la campagne, se référer au glossaire). Compte tenu des perspectives initiales de la production mondiale de céréales pour cette campagne, de la faiblesse de la demande et de l'importance des stocks en 2016, les marchés mondiaux sont susceptibles d'afficher des prix relativement bas. Dans ce contexte, seuls des changements profonds ou brusques de la demande ou de l'offre pourraient modifier les perspectives à court terme.

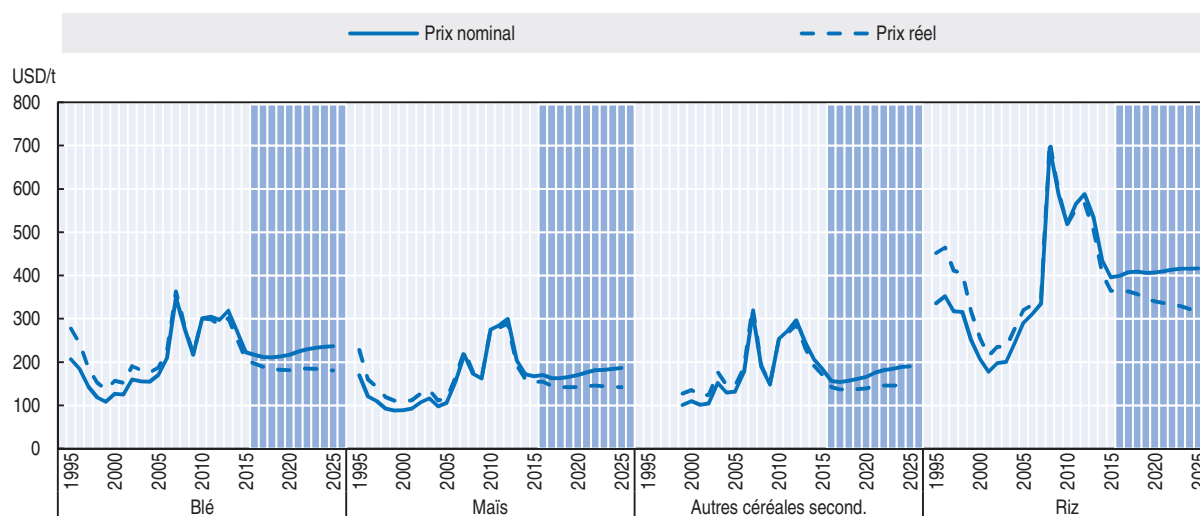
Principaux éléments des projections

Les prix ayant été relativement bas pendant la période de référence (2013-15), l'atonie de la croissance économique, le niveau élevé des stocks, la faiblesse des prix du pétrole et la vigueur du dollar des États-Unis sont susceptibles de continuer à exercer une pression sur les prix sur le court terme. Toutefois, sur le moyen terme, les prix du blé et des céréales secondaires devraient être déterminés principalement par les coûts et augmenter en valeur nominale, mais pas suffisamment pour progresser au même rythme que l'inflation, impliquant de légères baisses en valeur réelle. Quoiqu'il en soit, les prix des céréales dans leur ensemble, même en valeur nominale, devraient être plus bas en moyenne qu'au cours de la décennie précédente, tout en se situant bien au-dessus des niveaux des dix années antérieures.

La production mondiale de céréales devrait progresser de 12 % à l'horizon 2025 par rapport à la période de référence, ce qui s'explique en grande partie par les améliorations du rendement, malgré une extension des surfaces limitée. Par rapport à la période de référence, la production de blé en 2025 devrait enregistrer un accroissement de 10 % (71 Mt), l'Inde assurant la production de 10 Mt de plus, la Chine 7.9 Mt, l'Argentine 5.6 Mt, l'Ukraine 5 Mt, la République islamique d'Iran 4.7 Mt, la Turquie 4.2 Mt, l'Union européenne 3.5 Mt, la Fédération de Russie 3.1 Mt, le Canada 1.9 Mt¹ et les États-Unis 1.7 Mt. L'on prévoit également une hausse de la production de riz de 14 % (69 Mt), la majeure partie de celle-ci (59 Mt) étant assurée par des pays asiatiques, avec en tête l'Inde (20 Mt), puis l'Indonésie (8.1 Mt), le Viet Nam (6 Mt), le Bangladesh et la Chine (4 Mt chacun), ainsi que la Thaïlande (2.8 Mt). Selon les projections, la production de maïs devrait croître de 13 % (131 Mt), sous l'impulsion des États-Unis (27 Mt), du Brésil (21.5 Mt), de la Chine (21 Mt), de l'Argentine (6 Mt), de l'Union européenne (5.6 Mt) et de l'Indonésie (4 Mt). La production de céréales secondaires devrait afficher une hausse de 8 % (25 Mt), les plus fortes augmentations étant enregistrées en Éthiopie (5.5 Mt), en Argentine (3.1 Mt) et en Inde (2.9 Mt), suivie de près par le Nigéria (1.9 Mt).


La consommation mondiale de céréales devrait afficher une augmentation de 14 %, ou 340 Mt, pour atteindre 2 818 Mt à l'horizon 2025. La consommation de blé devrait s'accroître de 11 % par rapport à la période de référence et continue à être largement destinée à la consommation humaine (69 % de l'utilisation totale au cours de la période de projection). Il est prévu que l'utilisation du blé dans l'alimentation animale s'intensifie principalement en Chine, dans la Fédération de Russie et dans l'Union européenne, tandis que son utilisation comme biocarburant représente uniquement 1.2 % de l'utilisation mondiale en 2025. L'utilisation du maïs dans l'alimentation animale devrait accroître sa part dans l'utilisation totale, passant de 56 % au cours de la période de référence à 60 % en 2025. L'augmentation de l'utilisation totale de maïs prévue (157 Mt) s'explique principalement par une utilisation accrue dans l'alimentation animale (127 Mt) – essentiellement en raison de l'expansion rapide du secteur de l'élevage dans les pays en développement. La consommation humaine de maïs devrait progresser de 21 % (28 Mt), surtout dans les pays en développement, notamment ceux de l'Afrique où le maïs blanc est un aliment de base essentiel dans plusieurs pays. L'utilisation de céréales secondaires devrait quant à elle enregistrer une hausse de 11 % (31 Mt), stimulée en grande partie par la consommation humaine (16 Mt), suivie de près par la demande d'aliments pour animaux (14 Mt). L'accroissement de la consommation humaine est essentiellement attribuable à l'Afrique subsaharienne (13 Mt) et celui de la consommation d'aliments pour animaux à la Chine. Le riz reste principalement destiné à la consommation humaine directe, car il est un aliment de base majeur dans de nombreuses régions de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes. La consommation totale devrait connaître une hausse de 563 Mt à l'horizon 2025, essentiellement sous l'effet de la croissance démographique. Compte tenu de l'évolution prévue de la démographie, les pays asiatiques devraient représenter plus de 80 % de l'accroissement attendu de la consommation mondiale de riz.

Graphique 3.1. Prix mondiaux des céréales



Note : blé : prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; maïs : prix FAB. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; céréales secondaires : orge fourragère, prix FAB Rouen, riz : prix du riz usiné, 100 %, grade B, FAB Thaïlande.

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386166>

À l'horizon 2025, les échanges céréaliers mondiaux devraient atteindre 417 Mt, soit 10 % de plus par rapport à la période de référence. Avec ce niveau, l'expansion des échanges mondiaux devrait être légèrement plus rapide que celle de la production (1.6 % par an contre 1.2 %), maintenant ainsi la part de la production mondiale échangée à 15 %. Pour le blé, cette proportion devrait se monter à 22 % d'ici à 2025, contre 12 % pour le maïs et 15 % pour les céréales secondaires. Conformément aux tendances antérieures, les pays développés devraient rester les principaux exportateurs de blé et de céréales secondaires vers les pays en développement, tandis que le riz est principalement échangé entre les pays en développement. Sur les marchés internationaux du riz, les acteurs devraient rester les mêmes, bien que les exportateurs comme le Cambodge et le Myanmar devraient accroître leurs parts du marché international au cours de la décennie.

La baisse des prix des céréales par rapport à la décennie précédente devant se poursuivre, elle aura des répercussions sur les décisions de production et par conséquent sur les réponses du côté de l'offre. Dans les dix prochaines années, le prix des céréales par rapport aux autres cultures, comme les oléagineux, constituera donc un facteur important, qui pourrait entraîner une redistribution accrue des cultures. Du côté de la demande, les évolutions dans les économies à croissance rapide auront des implications plus profondes pour les échanges. Les changements de la demande en Chine et le moment où ce pays écoulera ses stocks de maïs constitueront les principales incertitudes durant la période considérée.

Le chapitre détaillé des céréales est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-7-fr

OLÉAGINEUX ET PRODUITS OLÉAGINEUX

Situation du marché

Au cours de la campagne 2015 (pour une définition de la campagne, se référer au glossaire), la production mondiale de soja a poursuivi sa progression, tandis que celle des autres oléagineux (colza, graines de tournesol et arachides) a baissé par rapport à 2014. Les faibles prix du pétrole brut et des céréales ont accentué la pression exercée sur les prix des oléagineux.

La production d'huile végétale a augmenté moins rapidement que celle des oléagineux, pour deux raisons. En premier lieu, les rendements en huile de palme ont reculé en Asie du Sud-Est, à cause du phénomène *El Niño* et, en second lieu, la part d'huile de soja (dont la teneur en huile est inférieure à celle des autres huiles oléagineuses) s'est accrue sur le marché des oléagineux. Cependant, l'accroissement de la demande d'huile végétale s'est récemment affaibli du fait de la contraction de la production de biodiesel issu d'huiles végétales en 2015 dans plusieurs pays développés et en développement. Les prix de l'huile végétale devraient d'abord repartir à la hausse au sein de la filière oléagineuse, sous l'effet de la stagnation de la production.

La croissance continue de la demande de tourteaux protéiques est le principal facteur expliquant la hausse de la production d'oléagineux observée ces dernières années. Elle a également entraîné une augmentation de la part des tourteaux protéiques dans les rendements des oléagineux, et *a fortiori* de ceux du soja, dont la teneur en protéines est supérieure à celle des autres oléagineux. Par rapport aux prix des céréales secondaires et des autres produits d'alimentation animale, les prix des tourteaux protéiques ont récemment diminué pour revenir dans la moyenne observée par le passé, et ainsi s'établir à un niveau environ 1.5 à 2 fois plus élevé que celui du maïs.

Principaux éléments des projections

En valeur nominale, tous les prix des oléagineux et produits oléagineux devraient connaître une augmentation au cours de la période étudiée. Les rapports de prix du secteur connaîtront quant à eux un léger ajustement au profit des tourteaux. En raison de la saturation de la demande alimentaire par habitant dans de nombreux pays émergents et du recul de la croissance de la production de biodiesel à partir d'huiles végétales, les prix réels des huiles végétales vont reculer, contrairement à ceux des tourteaux protéiques, qui vont légèrement progresser.

Durant la période considérée, la production mondiale de soja devrait continuer de gagner du terrain, mais à un taux de croissance annuel de 2.4 %, contre 4.2 % au cours de la décennie antérieure. Les autres oléagineux devraient quant à eux voir leur production croître de 1.2 % par an au cours de la décennie à venir, ce qui est bien inférieur aux 3.6 % de croissance annuelle enregistrée ces dix dernières années. À l'échelle mondiale, le soja et les autres oléagineux sont pour l'essentiel triturés pour produire des tourteaux et de l'huile, alors que la consommation alimentaire humaine de soja, d'arachides et de graines de tournesol devrait enregistrer une hausse légèrement moins rapide. On estime qu'en 2025, la production mondiale de soja et d'autres oléagineux sera triturée à hauteur de 91 % et 84 %, respectivement.

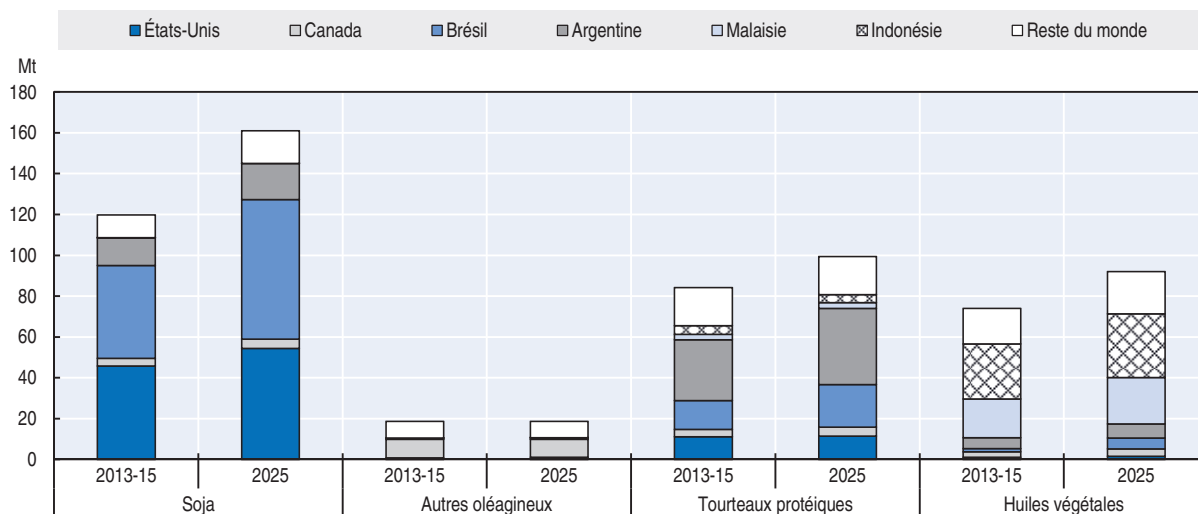
L'huile végétale comprend l'huile obtenue par trituration de soja et d'autres oléagineux (environ 55 %), de palme (36 %), de palmiste, de noix de coco et de graines de coton. Sa production mondiale restera concentrée dans quelques pays au cours de la décennie à venir. Malgré le ralentissement de l'extension des surfaces cultivées, la croissance reste solide dans les principaux pays producteurs d'huile de palme, à savoir l'Indonésie (2.5 % par an contre 8.1 % par an au cours de la dernière décennie), et la Malaisie (2.1 % par an, contre 2.4 % auparavant). L'autre moteur de la croissance est la production d'huile de soja, dont la matière première est de plus en plus abondante. L'essor de la demande d'huile végétale devrait fléchir au cours de la décennie à venir en raison : a) du recul de la croissance de la consommation alimentaire humaine dans les pays en développement, qui sera de 1.5 % par an contre 3.0 % au cours des dix années précédentes ; et b) de l'évolution de la production de biodiesel à partir d'huiles végétales, qui n'augmentera que de 1.5 % par an en raison de la satisfaction des obligations de mélange.

Les tourteaux de soja représentent la majeure partie de la production et de la consommation de tourteaux protéiques. La hausse de la consommation va sensiblement ralentir par rapport à la décennie écoulée (passant de 3.9 % par an à 2.2 % par an seulement) car la croissance de la production animale mondiale se tarit et l'inclusion des tourteaux protéiques est arrivée à saturation dans les rations alimentaires chinoises. La consommation chinoise de tourteaux protéiques devrait progresser de 2.7 % par an, contre 7.9 % par an pendant la décennie précédente ; elle restera toutefois supérieure au taux de croissance de la production animale.


La croissance des échanges mondiaux de soja devrait sensiblement ralentir au cours de la décennie à venir par rapport à la décennie écoulée. Cette évolution est directement liée au fléchissement anticipé du volume de soja trituré en République populaire de Chine (ci-après dénommée « la Chine »). Puisque la hausse de la production animale devrait se concentrer dans les principaux pays producteurs de tourteaux protéiques, la croissance de leur consommation intérieure devrait être stimulée, tandis que les échanges ne progresseront vraisemblablement que légèrement au cours de la décennie à venir, entraînant ainsi un recul de la proportion de la production mondiale faisant l'objet d'échanges internationaux.

Alors que les Amériques jouent un rôle prédominant dans les exportations de soja, d'autres oléagineux et de tourteaux protéiques, l'Indonésie et la Malaisie conservent une place prépondérante dans celles d'huile végétale (graphique 3.2). L'huile végétale est l'un des produits agricoles dont la proportion de la production échangée est la plus élevée (42 %). Cette proportion devrait rester stable tout au long de la période de projection.

Outre les problèmes et incertitudes communs à la plupart des produits de base (conjuncture macroéconomique, cours du pétrole brut et conditions météorologiques), la filière oléagineuse est soumise à différents facteurs influençant l'offre et la demande. L'essor attendu de la production de soja et d'huile de palme dépendra de la disponibilité de nouvelles terres agricoles, qui pourrait être limitée par de nouvelles lois en faveur de la protection de l'environnement. S'agissant du soja, le faible ratio stocks/consommation prévu à la fin de la période considérée est une source d'incertitude concernant la stabilité des prix, en cas de phénomènes météorologiques défavorables. Les politiques sur les biocarburants mises en œuvre par les États-Unis, l'Union européenne et l'Indonésie sont responsables des principales incertitudes pesant sur le secteur des huiles végétales du fait de leur impact sur une grande partie de la demande de ces pays.

Graphique 3.2. **Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région**

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386171>

Le chapitre détaillé des oléagineux et produits oléagineux est disponible en ligne à l'adresse
http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-8-fr

SUCRE

Situation du marché

Les prix internationaux du sucre ont chuté de plus de 30 % en 2014. La perspective d'un déficit de la production mondiale de sucre par rapport à la demande a fait monter les prix au début de la campagne en cours, mais, compte tenu du niveau toujours confortable des stocks, la hausse des prix ne devrait guère dépasser 2 % en moyenne durant la campagne 2015 (pour une définition de la campagne, se référer au glossaire).

De fait, la croissance de la production a marqué le pas depuis 2013, et la production mondiale de sucre devrait diminuer d'environ 5 Mt en 2015. Sachant que la consommation mondiale ne cesse d'augmenter, la phase excédentaire devrait prendre fin. Selon les prévisions, la production de sucre devrait progresser au Brésil (premier producteur et exportateur), en Australie, dans la Fédération de Russie et en Thaïlande, mais deux grands producteurs, l'Inde et l'Union européenne, enregistreront un recul. Après quatre années de reconstitution des stocks mondiaux, le ratio stocks/consommation devrait commencer à s'infléchir au début de la période des projections 2016-25.

Principaux éléments des projections

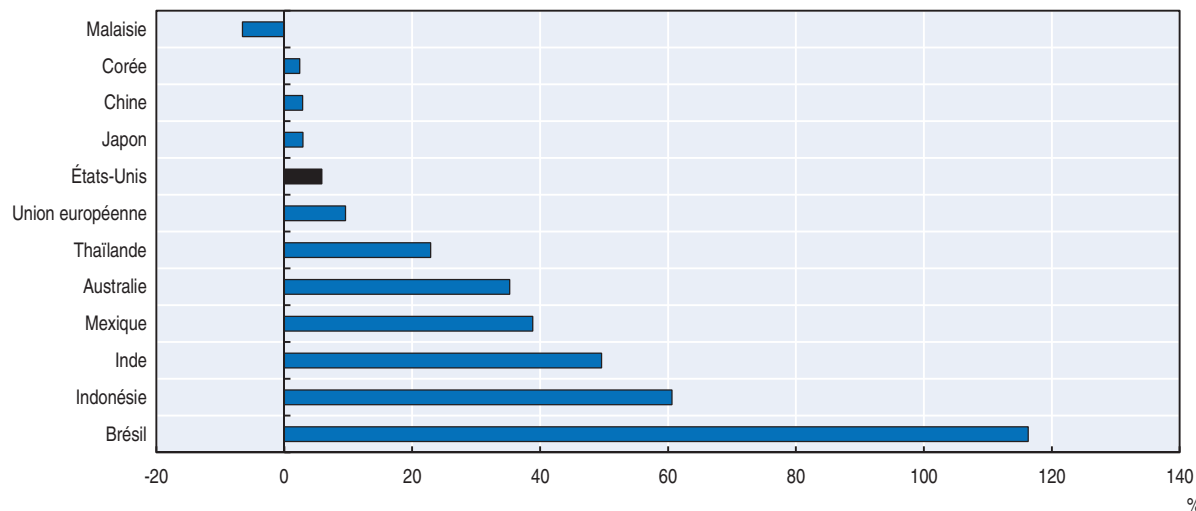
Le maintien des mesures de politique intérieure et les perspectives de production de canne à sucre du Brésil continueront d'influencer largement le marché du sucre à moyen terme. Les prix mondiaux du sucre libellés en dollars des États-Unis ne devraient guère augmenter, la production devant permettre de répondre à la demande mondiale qui continue d'augmenter en dépit des recommandations de l'OMS, qui préconise de ramener l'apport en sucres libres à moins de 10 % de la ration énergétique journalière totale.

S'agissant des hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent les *Perspectives*, les taux de change font partie des facteurs clés conditionnant le marché du sucre. Pendant la période des projections, le dollar des États-Unis devrait s'apprécier par rapport à la majorité des monnaies, ce qui renforcera la compétitivité des principaux exportateurs de sucre sur le marché mondial, en particulier celle du Brésil. À l'inverse, quelques pays déficitaires situés principalement en Asie (Chine, Corée, Japon, Malaisie) bénéficieront de l'affermissement de leurs taux de change par rapport au dollar des États-Unis, ce qui rendra leurs importations moins coûteuses en monnaie locale.


Avec le retour à une situation déficitaire, les cours mondiaux du sucre ne devraient que légèrement augmenter au cours des deux prochaines saisons, en raison du niveau élevé des stocks et des faibles prix du pétrole. Ils devraient ensuite connaître une hausse modérée. Selon les projections, en termes nominaux, le cours international du sucre brut (Intercontinental Exchange, contrat n° 11 à l'échéance la plus proche) s'élèvera à 342 USD/t (15.5 cts/lb) en 2025 tandis que le prix mondial du sucre blanc (Euronext Liffe contrat n° 407, Londres) atteindra 425 USD/t (19.2 cts/lb) en 2025. La surcote du sucre blanc (différence entre les prix du sucre blanc et du sucre brut) devrait accuser une baisse temporaire en 2017 en raison du fléchissement des importations de sucre brut de l'Union européenne, suite à la suppression des contingents, avant de revenir à un niveau proche de 83 USD/t en fin de période.

Graphique 3.3. Variation des prix mondiaux nominaux du sucre libellés en différentes monnaies nationales

2025 vs. 2013-15



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386185>

De nombreux pays développés et en développement continueront d'appliquer des mesures de soutien interne dans le sous-secteur du sucre, notamment des tarifs d'importation élevés, des contingents tarifaires et des prix de soutien minimums. Ces mesures continueront de générer des distorsions et contribueront à la volatilité relativement marquée des marchés. De nouvelles mesures entraîneront toutefois une certaine libéralisation du marché du sucre, notamment la suppression des quotas dans l'Union européenne en 2017 et la libéralisation des échanges de sucre sur le marché libre en Inde.

Au Brésil, le secteur sucrier a été confronté pendant plusieurs années à des problèmes financiers, mais bénéficiera de la faiblesse du real brésilien. Les politiques gouvernementales continueront de soutenir la production d'éthanol à partir de canne à sucre, mais la proportion de canne à sucre consacrée à la production d'éthanol devrait légèrement baisser pendant la période considérée pour tomber à 57 %. Cela libérera du sucre sur les marchés intérieur et d'exportation. Au plan mondial, la part de la production de canne à sucre affectée à la production d'éthanol augmentera, passant d'environ 20,7 % pendant la période de référence à 22,3 % en 2025.

La production mondiale de sucre, en dépit de la baisse prévue pour la campagne prochaine dans certains pays producteurs, devrait enregistrer une hausse durant la décennie, nourrie par la croissance de la demande et la réduction des stocks. Au cours de cette période, la production devrait croître au rythme de 2,1 % par an en moyenne pour atteindre 210 Mt en 2025, soit quelque 39 Mt de plus que pendant la période de référence (2013-15). La production supplémentaire proviendra en majeure partie de pays producteurs de canne à sucre et non de betterave sucrière ; la croissance de la production sera principalement à mettre au compte de l'accroissement de la superficie exploitée, notamment au Brésil, même si une amélioration des rendements des cultures sucrières et du raffinage est prévue dans d'autres pays producteurs (Inde et Thaïlande).

La croissance anticipée de la demande mondiale de sucre pour les dix années à venir est plus régulière que celle de la production et s'établit à 2 % par an, ce qui ramène le ratio stocks/consommation, qui était de 45 % pendant la période de référence, à 39 % en 2025. Cependant, la croissance de la demande est inégale selon les régions puisqu'elle est presque nulle dans les pays développés dont les marchés sont à maturité alors que les perspectives s'améliorent dans les pays en développement, en particulier en Afrique et en Asie. Dans les pays en développement où le sucre représente une large part des apports caloriques, les habitudes de consommation ne devraient connaître aucun changement notable, le sucre étant une denrée énergétique peu coûteuse et facile d'accès, dont le transport et le stockage ne présentent pas de difficultés.

Compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale, les exportations de sucre devraient évoluer à la hausse dans les pays qui ont récemment modernisé leur sous-secteur sucrier (Australie, Union européenne et Thaïlande, notamment). Le Brésil restera le principal producteur et exportateur, mais perdra des parts de marché au début de la période considérée, la production d'éthanol à base de canne à sucre y étant plus rentable à court terme. Le taux de change favorable devrait encourager l'investissement. Dans l'ensemble, la part des exportations de sucre du Brésil dans le total mondial devrait reculer au début de la période de projection avant de revenir à un niveau proche de celui de la période de référence (41 %). Les importations resteront par ailleurs diversifiées et répondront principalement à la demande émanant d'Afrique et d'Asie.

Les interactions entre le marché du sucre et les autres secteurs, notamment ceux des aliments du bétail, des biocarburants et d'autres édulcorants caloriques (comme l'isoglucose), auront des effets en retour à moyen terme. Compte tenu des politiques en place et des coûts fixes élevés, le secteur du sucre devrait par ailleurs demeurer volatil. Tout choc externe sur l'un des marchés connexes, ou sur les hypothèses exogènes, pourrait en outre modifier les résultats examinés dans le présent rapport.

Le chapitre détaillé du sucre est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-9-fr

VIANDE

Situation du marché

Le fléchissement de la demande de viande enregistré dans les pays émergents et les pays exportateurs de pétrole tout au long de 2015 a fortement pesé sur les prix de la viande. Selon l'indice des prix de la viande de la FAO, ces prix ont atteint en 2015 leur niveau le plus bas depuis le début de 2010. Cette chute contraste avec la période de hausse continue, bien que parfois imprévisible, des prix de la viande observée depuis 2002. Une baisse d'une telle amplitude n'a été enregistrée qu'une seule fois au cours de cette longue période, au lendemain de la crise financière de 2007-08.

Le volume des échanges mondiaux n'a pas progressé en 2015. Les exportations de viande en provenance du continent américain, principale région productrice, ont régressé en 2015, sous l'effet du fléchissement de l'offre vers le reste du monde. La baisse des importations russes et le recul net des échanges en Amérique du Nord, estimé à près d'un million de tonnes, ont sensiblement réduit les volumes destinés aux autres régions du monde.

Principaux éléments des projections

Les perspectives du marché de la viande restent favorables. Les prix des céréales fourragères devraient rester faibles pendant la période considérée et ainsi contribuer à la stabilité d'un secteur confronté à des coûts des aliments du bétail particulièrement élevés et instables pour l'essentiel de ces dix dernières années. Cette évolution est particulièrement importante dans les régions comme les Amériques, l'Australie et l'Europe, où la production de viande est fortement tributaire des apports de céréales fourragères.

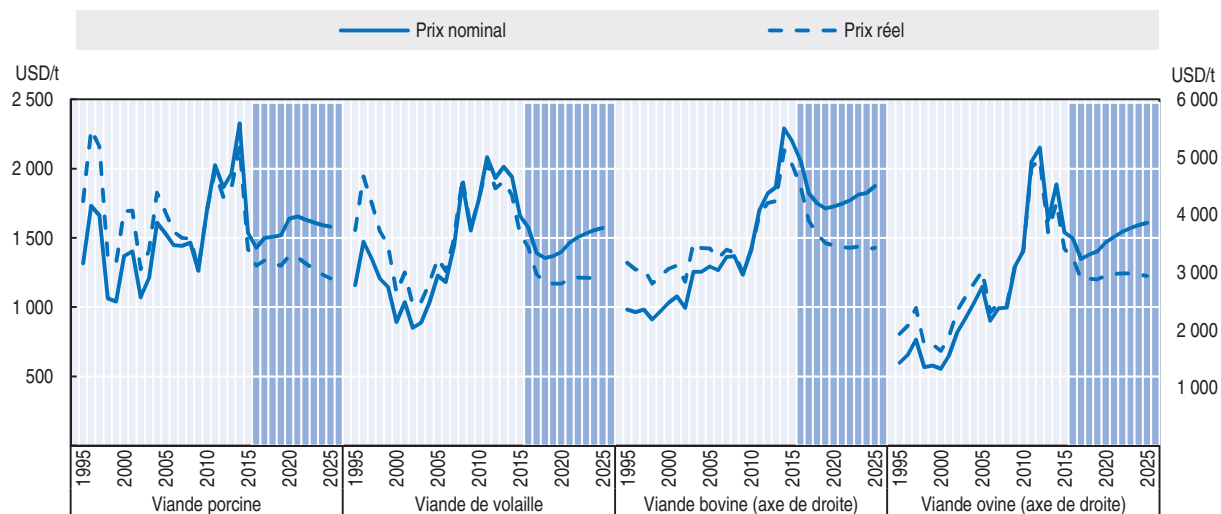
La production mondiale de viande devrait être 16 % plus élevée en 2025 qu'au cours de la période de référence (2013-15). À titre de comparaison, elle avait augmenté de près de 20 % au cours de la décennie précédente. Selon les prévisions, les pays en développement devraient assurer l'essentiel de cette progression grâce à la proportion croissante d'aliments protéiques d'origine végétale entrant dans les rations alimentaires. La volaille est le principal facteur de croissance de la production de viande, essentiellement sous l'effet de l'augmentation de la demande mondiale de cette source de protéine animale, moins chère que la viande rouge. Modiques, les coûts de production et les prix des produits ont contribué à faire de la volaille la viande préférée des producteurs et des consommateurs dans les pays en développement. Dans le secteur de la viande bovine, la production a baissé en 2015 après plusieurs années de décapitalisation dans de grandes régions productrices. Elle devrait toutefois rebondir en 2016, le recul enregistré au niveau de l'abattage étant amplement compensé par l'augmentation des poids carcasse. La production de viande porcine progressera après 2016, alimentée par la Chine, où le cheptel devrait se stabiliser après plusieurs années de contraction (diminution de 25 millions de porcs entre 2012 et 2015). La consolidation du secteur porcin contribuera également à l'essor de la production chinoise dans les années à venir. La production mondiale devrait aussi augmenter dans le secteur de la viande ovine, à hauteur de 2.1 % par an, soit plus

qu'au cours de la dernière décennie, sous l'impulsion de la Chine, du Pakistan, du Soudan et de l'Australie.

À l'échelle mondiale, 10 % de la viande fera l'objet d'échanges internationaux en 2025, contre 9 % en 2015, cette augmentation étant essentiellement attribuable à la volaille. La demande d'importations sera faible pendant les premières années de la période considérée, principalement en raison du recul des importations lié à l'embargo imposé par la Fédération de Russie et au ralentissement de la croissance en Chine, mais s'accroîtra au cours de la deuxième moitié de la période sous l'effet de la hausse des importations dans le monde en développement. C'est au Viet Nam, qui absorbe la part la plus importante des importations supplémentaires, tous types de viande confondus, que la demande d'importations croîtra le plus vite. En Afrique aussi, les importations de viande progressent rapidement, même si cette région part d'un niveau plus bas. Les pays développés devraient réaliser légèrement plus de la moitié des exportations mondiales de viande d'ici à 2025, mais leur présence diminue à un rythme régulier par rapport à la période de référence. À l'inverse, la part du Brésil dans les exportations mondiales devrait augmenter, passant à environ 26 %, soit près de la moitié de la progression attendue durant la période visée.

Les prix nominaux de la viande devraient d'abord rester comparables à ceux observés en 2010, puis suivre une légère tendance à la hausse dans la majorité des cas. D'ici à 2025, les prix de la viande bovine et porcine devraient s'apprécier pour atteindre environ 4497 et 1580 USD/t équivalent poids carcasse (epc) respectivement, tandis que les prix mondiaux de la viande ovine et de la volaille devraient augmenter pour s'établir à environ 3857 USD/t epc et à 1571 USD/t poids produit respectivement. En valeur réelle, les prix de la viande devraient toutefois s'orienter à la baisse par rapport à leurs récents niveaux élevés (graphique 3.4).

Graphique 3.4. **Prix mondiaux de la viande**



Note : Bouvillons, 1100-1300 lb poids paré, Nebraska, États-Unis. Prix du barème de l'agneau poids paré, moyenne toutes catégories, Nouvelle-Zélande. Gorets châtrés et cochettes, n° 1-3, 230-250 lb poids paré, Iowa/Minnesota, États-Unis. Brésil : valeur unitaire des exportations de poulet (FOB) en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386197>

La consommation mondiale annuelle de viande devrait atteindre 35.3 kg par habitant en poids au détail d'ici à 2025, soit une progression de 1.3 kg par rapport à la période de référence. La volaille absorbera l'essentiel de cette consommation supplémentaire. En valeur absolue, l'augmentation de la consommation totale des pays développés devrait rester faible au cours de la période considérée par rapport à celle du monde en développement, où elle est alimentée par une croissance démographique et une urbanisation rapides. C'est notamment le cas en Afrique subsaharienne, où la consommation totale au cours de la période étudiée croît plus rapidement que dans toute autre région. La composition de la croissance est également quelque peu unique, la croissance absolue de la viande bovine atteignant presque celle de la volaille.

À l'échelle mondiale, les flambées épizootiques et les politiques commerciales restent deux des principaux facteurs qui déterminent l'évolution et la dynamique du marché mondial de la viande. La mise en œuvre de divers accords commerciaux au cours de la période visée, comme le Partenariat transpacifique proposé, pourrait entraîner l'augmentation et la diversification des échanges. En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé a classé les produits carnés transformés² comme cancérigènes. Cette classification, qui a suscité des préoccupations chez les consommateurs à travers le monde, pourrait avoir une incidence sur les projections dans les pays où la consommation par habitant est élevée.

Le chapitre détaillé des viandes est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-10-fr

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Situation du marché

Les prix mondiaux de l'ensemble des produits laitiers ont continué de reculer par rapport aux records atteints en 2013, notamment dans le cas du lait écrémé en poudre et du lait entier en poudre. Ce recul s'explique en grande partie par la baisse de la demande d'importations de la Chine, notamment de lait entier en poudre, qui a chuté de 34 % par rapport à 2014. Parallèlement à ce déclin de la demande chinoise de produits laitiers, la production des principaux marchés exportateurs a continué de croître entre 2014 et 2015, la production laitière totale augmentant de 4 % en Australie, 2 % en Union européenne, 1 % aux États-Unis et 5 % en Nouvelle-Zélande.

L'embargo sur les importations imposé par la Fédération de Russie continue d'entraver les échanges de produits laitiers. Les importations russes de fromage ont chuté de 62 % entre 2013 et 2015, essentiellement aux dépens de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie. À l'inverse, le Bélarus a fortement augmenté ses exportations de fromage vers la Fédération de Russie pour répondre à la demande locale. Cet embargo devrait être maintenu jusqu'au début de 2017; on prévoit que les importations de fromage augmenteront fortement avec la reprise des échanges, essentiellement en provenance de l'Union européenne et des États-Unis, sans toutefois atteindre les niveaux d'avant l'embargo.

La production en Océanie est confrontée à la contraction du cheptel laitier, de 2.7 % en 2015, liée aux faibles prix des produits. La sécheresse et les conditions météorologiques défavorables liées au phénomène El Niño particulièrement prononcé ont limité la production des systèmes de pâturages océaniques en 2016; elles devraient entraîner le recul de 6.8 % de la production en Nouvelle-Zélande et l'arrêt de la croissance en Australie.

Conjuguée aux importantes marges dégagées par le passé, la levée des quotas laitiers européens, en avril 2015, a stimulé la croissance de la production laitière totale dans l'Union européenne. Cette hausse a toutefois été inégale selon les pays. Les livraisons de lait entre l'année de commercialisation 2014 et celle de 2015 (avril-mars) ont ainsi progressé de 18.5 % en Irlande, 3.7 % en Allemagne, 2.9 % au Royaume-Uni et 11.9 % aux Pays-Bas. La hausse de la production laitière et la faible croissance de la consommation intérieure devraient entraîner une augmentation de 58.5 % des exportations européennes des principaux produits laitiers entre les années de référence (2013-15) et 2025.

Principaux éléments des projections

La demande par habitant de produits laitiers dans les pays en développement devrait connaître une croissance régulière à moyen terme, alimentée par l'augmentation des revenus et la baisse des prix par rapport à leur niveau record de 2013. L'évolution des modes d'alimentation observée ces dernières années, vers une consommation accrue de produits d'origine animale aux dépens des aliments de base, devrait se poursuivre. La consommation devrait fortement progresser sur plusieurs marchés du Moyen-Orient et de l'Asie, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran et

l'Indonésie; dans les pays en développement, la croissance de la consommation par habitant de produits laitiers, minimale dans le cas du fromage et maximale dans celui des produits laitiers frais, devrait se situer entre 0.8 et 1.7 %. À titre de comparaison, l'augmentation annuelle prévue de la consommation par habitant dans le monde développé devrait se situer entre 0.5 % dans le cas des produits laitiers frais et 1.1 % dans celui du lait écrémé en poudre.

D'ici à 2025, la production mondiale de lait devrait augmenter de 177 Mt (23 %) par rapport à celle des années de référence (2013-15), soit un rythme de croissance moyen de 1.8 % par an, inférieur aux 2.0 % enregistrés au cours de la décennie précédente. La majeure partie de cette croissance (73 %) devrait provenir des pays en développement, notamment de l'Inde et du Pakistan. L'essor de la production concerne essentiellement les produits laitiers frais, qui progresseront de 2.9 % par an dans les pays en développement et seront principalement absorbés par les marchés intérieurs. À l'échelle mondiale, la production des quatre principaux produits laitiers (beurre, fromage, lait écrémé en poudre et lait entier en poudre) s'accroît au même rythme que la production de lait, mais plus lentement que celle des produits laitiers frais.

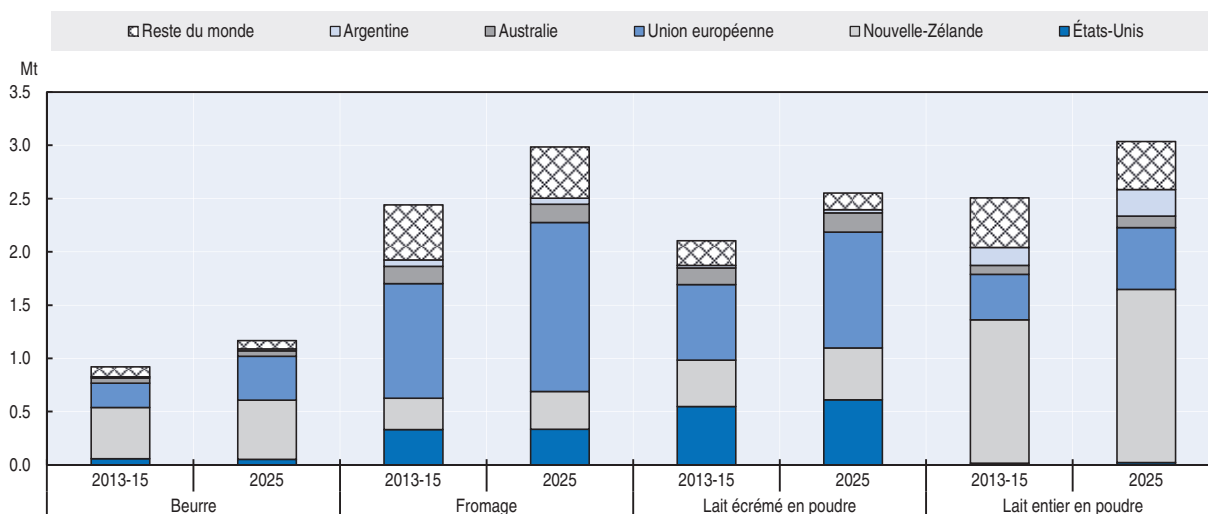
Les prix nominaux de tous les produits laitiers devraient, à moyen terme, rebondir par rapport à leur faible niveau actuel sous l'effet de l'offre et de la demande, de même que les prix réels du lait en poudre. Les prix réels du beurre et du fromage devraient légèrement fléchir au cours de la décennie à venir, quoiqu'à partir d'un niveau de référence relativement élevé par rapport à celui des poudres de lait.

L'appréciation du dollar des États-Unis et de l'euro freinera la croissance des exportations des États-Unis et de l'Union européenne, moins compétitives sur le marché mondial. À l'inverse, les exportateurs argentins, australiens et néo-zélandais devraient être plus compétitifs sur le marché mondial en raison de la faiblesse relative de leur monnaie.

Après la forte baisse accusée en 2014-15, les exportations devraient progresser sans discontinuer au cours de la décennie à venir. Le beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et le lactosérum devraient connaître une croissance soutenue, supérieure à 2 %. Les exportations de lait entier en poudre devraient progresser au rythme plus modeste de 1.8 % par an. Les faibles prix des produits laitiers entravant l'entrée sur le marché des exportateurs non traditionnels, la croissance des exportations continuera d'être assurée par un groupe restreint de gros exportateurs. L'Union européenne sera le premier exportateur mondial de lait écrémé en poudre et de fromage, tandis que la Nouvelle-Zélande occupera cette place pour le beurre et le lait entier en poudre (graphique 3.5).

Le marché mondial des produits laitiers est sensible à la variabilité des conditions météorologiques, aux réformes de l'action publique, et à l'ouverture ou la fermeture des échanges dans les pays clés. L'évolution du marché des produits laitiers dépendra en grande partie de la demande d'importations de la Chine et de la vitesse avec laquelle les producteurs réagiront à la baisse des prix. Les présentes *Perspectives* prévoient le renforcement de la demande des pays en développement et supposent que les importations chinoises de lait écrémé en poudre et de fromage augmenteront au cours de la période considérée, même si celles de lait entier en poudre et de beurre ne retrouveront pas leur niveau de 2014 car l'essentiel de la demande de ces produits sera satisfaite en interne.

Graphique 3.5. **Exportations de produits laitiers, par région**



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386204>

Le chapitre détaillé des produits laitiers est disponible en ligne à l'adresse
http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-11-fr

PRODUITS HALIEUTIQUES ET AQUACOLES

Situation du marché

En 2015, la production et la consommation de produits halieutiques et aquacoles ont enregistré une croissance soutenue. En 2014, pour la première fois, la part de l'aquaculture dans l'offre totale de poisson destiné à la consommation humaine a dépassé celle de la pêche et cette tendance s'est poursuivie en 2015. La même année, après une période d'expansion continue, les échanges de produits halieutiques et aquacoles ont reculé, en valeur. Ce fléchissement s'explique par une contraction de l'activité économique sur des marchés essentiels, l'évolution des taux de change et la diminution des prix du poisson. La Chine, premier pays producteur, transformateur et exportateur, et troisième importateur de produits halieutiques et aquacoles, est entrée dans une période de grande incertitude, allant jusqu'à réduire ses exportations de poissons, de mollusques et de crustacés en raison d'un ralentissement de son secteur de la transformation. La consommation de poissons et de fruits de mer de la Fédération de Russie a subi les effets de son embargo commercial qui se poursuit sur les importations provenant de certains pays. En Norvège, la valeur totale des exportations a atteint des niveaux sans précédent, tandis qu'en Thaïlande et dans d'autres grands pays fournisseurs de crevettes, la baisse du prix de ce produit a fait chuter la valeur totale des exportations. Les captures d'anchois (destinées principalement à produire de la farine et de l'huile de poisson) ont été meilleures que prévu, réduisant ainsi certaines pressions exercées à court terme sur le prix de la farine et de l'huile de poisson.

En 2015, d'après l'indice des prix du poisson de la FAO, les prix des espèces sauvages ont davantage progressé que ceux des produits d'élevage (période de référence 2002-04=100). Après avoir atteint un pic en mars 2014 (indice à 164), les prix du poisson ont affiché une tendance à la baisse (indice 135 en juillet 2015) en raison d'un fléchissement de la demande des consommateurs sur les principaux marchés et de l'accroissement de l'offre de certaines espèces. Entre fin 2015 et début 2016, ils ont commencé à remonter légèrement.

Principaux éléments des projections

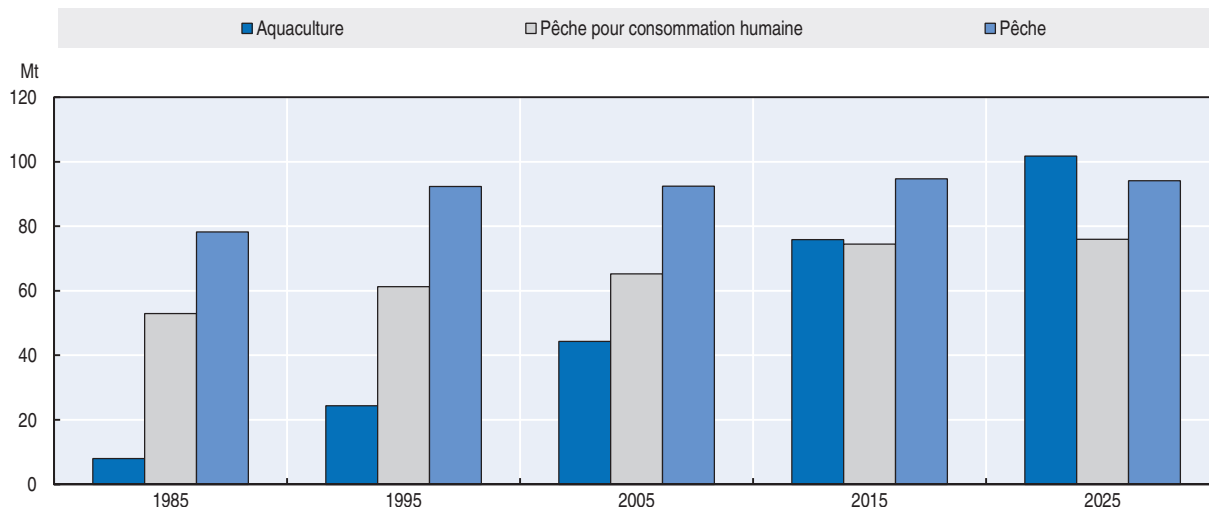
Les perspectives du secteur de la pêche restent largement positives. En valeur nominale, les prix moyens du poisson devraient tous accuser une baisse au cours de la première partie de la période de projection, avant de se redresser dans les cinq dernières années de cette période. En 2025, les prix moyens à la production devraient être légèrement plus élevés qu'au cours de la période de référence de 2013-15, car la croissance de la demande devrait dépasser l'offre. Toutefois, les prix moyens des produits échangés destinés à la consommation humaine et à la production de farine et d'huile de poisson devraient afficher un léger recul en 2025 par rapport à la période de référence. En valeur réelle, tous les prix devraient cependant diminuer dans les dix prochaines années par rapport aux niveaux record de 2014.

Au cours de la période de projection, la production halieutique et aquacole mondiale devrait croître à un rythme de 1.5 % par an, ce qui signifie un repli par rapport aux 2.5 % par an de la décennie précédente. La production devrait atteindre 196 Mt, soit une hausse de

29 Mt (17 %) entre la période de référence et 2025. Les pays en développement, notamment ceux d'Asie, seront à l'origine de la majeure partie de la croissance de la production halieutique et aquacole. La production halieutique devant progresser de seulement 1 %, à l'horizon 2025, la majeure partie de la croissance sera attribuable à la production aquacole, qui prendra le pas sur la production halieutique totale en 2021 (graphique 3.6). En dépit de la part croissante de la production aquacole dans l'offre de poisson, la filière pêche devrait rester en tête pour un certain nombre d'espèces et sera vitale pour la sécurité alimentaire nationale et internationale.

L'aquaculture demeurera l'un des secteurs alimentaires se développant le plus vite, en dépit d'un repli de son taux de croissance annuel moyen qui sera de 3 % par an au cours de la période 2016-25, contre 5.4 % par an pendant la décennie précédente. Ce ralentissement s'explique par l'élévation des coûts, conjuguée à la concurrence d'autres activités qui ont elles aussi besoin d'espace, d'eau et de main-d'œuvre. D'après les projections, une grande partie de l'augmentation devrait concerner les espèces d'eau douce.

Graphique 3.6. **Production aquacole et halieutique**



Note : la « pêche pour la consommation humaine » désigne la production halieutique, à l'exception des poissons d'ornement, des poissons destinés à la production de farine de poisson, d'huile de poisson et autres utilisations non alimentaires. L'ensemble de la production aquacole est présumé être destiné à la consommation humaine.

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386213>

La production mondiale de farine de poisson devrait afficher une hausse de 15 % d'ici à 2025 par rapport à son niveau moyen de 2013-15, pour atteindre 5.1 Mt, tandis que celle de l'huile de poisson devrait progresser de 17 % pour atteindre 1 Mt au cours de la même période. En 2025, quelque 38 % de la farine de poisson seront obtenus à partir de sous-produits résultant de la transformation du poisson.

La consommation mondiale de poisson destinée à l'alimentation humaine devrait s'élever de 21 % (ou 31 Mt en équivalent poids vif (pv)) en 2025 par rapport à la période de référence, augmentant de 1.8 % par an dans la prochaine décennie, contre 3 % par an dans la décennie précédente. En 2025, le poisson issu de la production aquacole devrait représenter 57 % du poisson consommé. La consommation de poisson continuera à croître plus vigoureusement dans les pays en développement que dans les pays développés, où il

existe un ralentissement général de la croissance de la consommation. La consommation de poisson par habitant devrait progresser sur tous les continents, l'Asie et l'Océanie affichant la plus forte progression.

Les échanges de produits halieutiques et aquacoles (poisson destiné à la consommation humaine, farine de poisson) demeureront florissants, et environ 36 % de la production halieutique et aquacole (31 % échanges intra-UE exclus) devrait être exportée en 2025. Les échanges de poisson destiné à la consommation humaine devraient afficher une progression de 18 % (ou 7 Mt pv) à l'horizon 2025. Toutefois, leur taux de croissance annuel devrait passer de 2.3 % par an ces dix dernières années à 1.9 % par an au cours de la prochaine décennie, ce qui traduit un ralentissement de la production et de la demande. Les pays en développement continueront d'être les principaux exportateurs de poisson destiné à la consommation humaine, mais leur part dans les exportations mondiales enregistrera une baisse, passant de 67 % en 2013-15 à 66 % en 2025. Sur la même période, la part des pays développés dans les importations mondiales reculera, passant de 54 % à 53 %.

Un certain nombre d'incertitudes et de difficultés peuvent influencer les projections relatives aux produits halieutiques et aquacoles. Les perspectives de la pêche et de la production de farine et d'huile de poisson dépendent de la productivité naturelle, et donc incertaine, des stocks halieutiques et des écosystèmes, ainsi que des conditions météorologiques, variables. S'agissant de l'aquaculture, les éléments pertinents sont l'accessibilité et la disponibilité des sites, des ressources en eau, des technologies et des financements ; la viabilité, la disponibilité et le prix des juvéniles (œufs, frai, progénitures, alevins, larves) et des aliments pour animaux ; l'utilisation d'antibiotiques ; l'évaluation des impacts environnementaux, dont la pollution, les maladies ichtyologiques et les fongiques ; et les questions de sécurité des aliments et de traçabilité. En outre, les mesures commerciales, les accords commerciaux et l'accès au marché continuent d'influencer fortement la dynamique du marché mondial du poisson.

Le chapitre détaillé des produits halieutiques et aquacoles est disponible en ligne à l'adresse
http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-12-fr

BIOCARBURANTS

Situation du marché

En 2015, les marchés des biocarburants ont connu de nombreuses évolutions sur le plan politique. Au Brésil, le régime fiscal a été modifié pour favoriser l'éthanol hydraté au détriment du bioéthanol³, et le taux d'incorporation obligatoire de l'éthanol anhydre a été porté de 25 à 27 %. De son côté, l'Union européenne (UE) a modifié la directive sur les énergies renouvelables (DER) et la directive sur la qualité des carburants (DQC), et a décidé de plafonner à 7 % la part des cultures vivrières et fourragères utilisées pour produire des biocarburants à l'horizon 2020. L'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (*US Environmental Protection Agency – EPA*) a pris sa décision finale concernant les orientations pour les années 2014-16 avec beaucoup de retard, en novembre 2015. Les obligations d'incorporation sont supérieures à celles proposées plus tôt dans l'année, mais restent très inférieures aux niveaux initialement proposés en 2007.

En termes nominaux, les prix mondiaux de l'éthanol⁴ et du biodiesel⁵ ont continué de baisser en 2015, en raison de l'affaiblissement des cours du pétrole brut et des matières premières utilisées pour produire des biocarburants. La demande de bioénergie dans le secteur des transports a été essentiellement influencée par les obligations d'incorporation dans les principales économies et par la stabilité de la consommation mondiale de carburant.

Principaux éléments des projections

Étant donné l'évolution des marchés du pétrole brut et le redressement des prix des matières premières utilisées pour produire des biocarburants, les prix internationaux de l'éthanol et du biodiesel devraient repartir à la hausse en termes nominaux au cours de la période de projection (graphique 3.7). La production mondiale d'éthanol devrait progresser modestement, passant de 116 milliards de litres en 2015 à 128.4 milliards de litres à l'horizon 2025. Le Brésil sera à l'origine de la moitié de cette hausse.

La production mondiale de biodiesel progressera sous l'impulsion des dispositifs mis en œuvre aux États-Unis, en Argentine, au Brésil et en Indonésie et, dans une moindre mesure, de la réalisation de l'objectif de la DER. Elle devrait ainsi passer de 31 milliards de litres en 2015 à 41.4 milliards de litres en 2025. La production de biocarburants avancés ne devrait quant à elle pas décoller au cours de la période étudiée.

S'agissant des États-Unis, la présente édition des *Perspectives* suppose que le taux maximal d'incorporation⁶ de 10 % continuera de restreindre la consommation d'éthanol, que le durcissement de l'obligation d'incorporation de biocarburants avancés fera augmenter la consommation de biodiesel et que l'éthanol cellulosique ne sera pas disponible en grande quantité. Les prescriptions relatives aux biocarburants celluloses seront satisfaites grâce au gaz naturel comprimé (GNC) et au gaz naturel liquéfié (GNL) renouvelables. Au sein de l'UE, la part des biocarburants dans la consommation totale de carburants destinés aux transports, devrait atteindre 6.3 % d'ici à 2020, en tenant compte de la double comptabilisation des biocarburants durables. Pour atteindre l'objectif de 10 % fixé par la DER, l'UE table sur le développement de moyens de transport

fonctionnant avec d'autres sources d'énergie renouvelables, comme les voitures électriques.

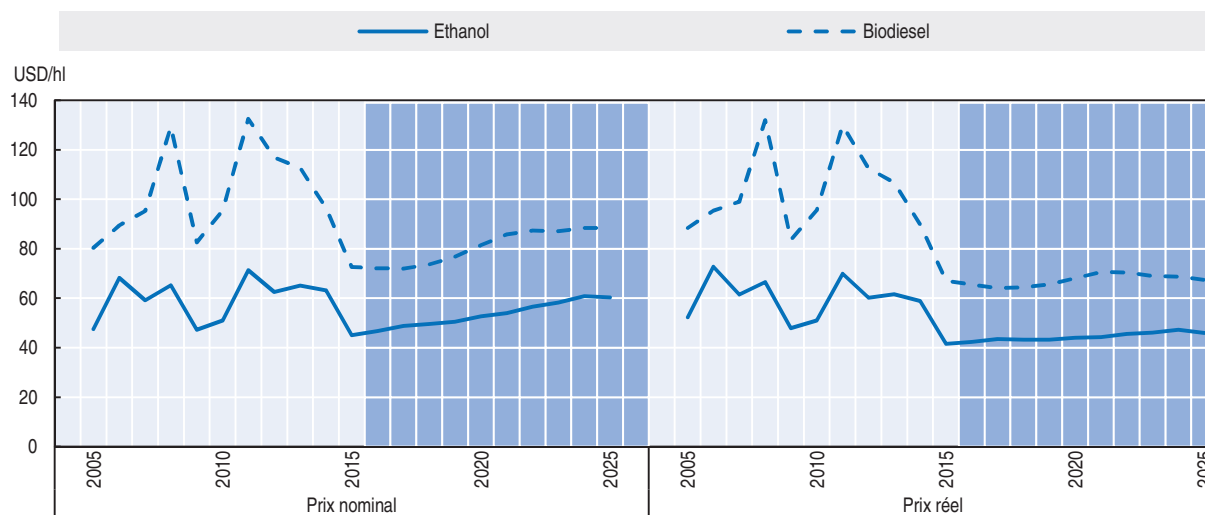
On estime qu'au Brésil, les prix de l'éthanol hydraté resteront plus compétitifs que ceux du bioéthanol. Au cours de la période étudiée, la demande d'éthanol demeurera donc stable et sera principalement satisfaite par la production intérieure. En Indonésie, la production de biodiesel servira essentiellement à répondre à la demande intérieure, stimulée par l'obligation d'incorporation en vigueur dans le pays. En Inde, les nouvelles mesures visant à dédommager les sucreries face à la hausse des prix du sucre encourageront la production d'éthanol à partir de mélasse.

Ailleurs dans le monde, le développement des marchés des biocarburants, dont l'ampleur est moins importante, sera influencé par l'évolution des prix et des mesures de soutien, qui ouvrira des perspectives variables selon les pays.

Les échanges de biocarburants resteront limités. Les exportations d'éthanol devraient essentiellement provenir des États-Unis, où le taux maximal d'incorporation restreint l'augmentation de la demande intérieure. Pour ce qui est du biodiesel, les échanges se composeront surtout d'exportations de l'Argentine vers les États-Unis afin de satisfaire les prescriptions concernant ce produit et les biocarburants avancés. Les exportations indonésiennes de biodiesel devraient rester marginales compte tenu des droits de douane élevés imposés par les pays importateurs.


L'évolution des marchés de l'énergie et les possibles modifications de l'action publique constituent les principales incertitudes entourant les marchés des biocarburants au cours de la décennie à venir. Toutefois, certaines décisions récentes devraient atténuer quelque peu ces incertitudes, au moins à court terme.

Graphique 3.7. **Prix mondiaux des biocarburants**



Notes : éthanol : prix de gros, États-Unis, Omaha ; biodiesel : prix à la production en Allemagne net de droits de douanes et de taxes sur l'énergie.

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386229>

Le chapitre détaillé des biocarburants est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-13-fr

COTON

Situation du marché

Le marché mondial du coton a connu de profonds bouleversements durant la première moitié de la campagne de commercialisation de 2015 (pour une définition de la campagne, se référer au glossaire), en raison d'une forte baisse de la production – d'environ 9 % – dans les principaux pays producteurs. La production mondiale de coton n'avait pas accusé de recul aussi marqué depuis 2008. Cet affaissement inattendu de la production a conduit à un déstockage ; toutefois, le niveau des stocks mondiaux reste très élevé (20 Mt, soit 5 % de moins qu'en 2014).

La production a chuté dans presque tous les grands pays producteurs de coton, en premier lieu au Pakistan, aux États-Unis et en Chine, où la baisse a représenté 5 %, 19 % et 17 %, respectivement. Les mauvaises conditions météorologiques, le fléchissement de la demande sur le marché mondial et les incertitudes liées aux politiques sont autant de facteurs qui ont contribué à cet effondrement. La baisse des prix des fibres synthétiques sous l'effet de la détérioration des prix du pétrole a soumis les marchés mondiaux du coton à de fortes pressions concurrentielles. Cependant, selon les estimations, la consommation des filatures de coton a augmenté de 1 % par rapport à 2014 pour atteindre 24.3 millions de tonnes (Mt) environ pendant la campagne de commercialisation 2015. Selon les estimations, la consommation des filatures est restée stable en Chine et en Inde autour de 7.7 Mt et 5.3 Mt respectivement, mais elle a augmenté de plus de 2 % au Pakistan et de plus de 4 % au Bangladesh et fait un bond de 6 % au Viet Nam, les investissements directs chinois dans les filatures de ces deux derniers pays continuant d'évoluer à la hausse.

Les importations mondiales de coton ont diminué pour la troisième saison consécutive, de 2 % par rapport à 2014, pour tomber à 75 Mt. L'augmentation des importations de l'Indonésie, de la Turquie et du Viet Nam n'a pas été suffisante pour compenser le recul de 12 % de la demande d'importations de la Chine par rapport à 2014, la nouvelle politique de soutien du pays ayant réduit l'écart-prix intérieur et extérieur du coton. Par suite du ralentissement de la production, les exportations des États-Unis sont tombées à 2.2 Mt, soit 11 % de moins environ que l'année précédente. Les exportations de l'Inde ont quant à elles affiché une légère hausse.

Principaux éléments des projections

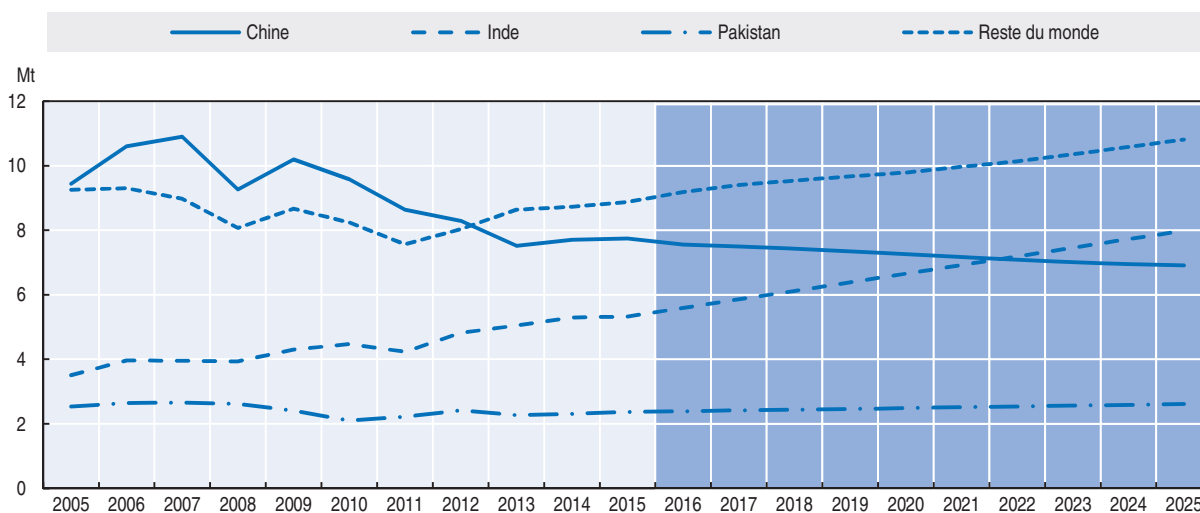
En dépit des pressions résultant du niveau élevé des stocks et de la rude concurrence des fibres synthétiques, les prix mondiaux du coton devraient, après un nouveau fléchissement prévu en 2016, demeurer relativement stables en valeur nominale. La période 2016-25 devrait être marquée par une relative stabilité du fait des politiques de soutien appliquées dans les principaux pays producteurs de coton, qui stabilisent les marchés. Ils devraient toutefois être inférieurs à la moyenne de 2013-15 en termes réels et nominaux.

La croissance de la production mondiale devrait être plus lente que celle de la consommation pendant les toutes premières années de la période considérée, en écho aux faibles niveaux de prix anticipés suite à la formation d'importants stocks mondiaux entre 2010 et 2014. Le ratio stocks/consommation devrait être supérieur à 40 % en 2025,


chiffre historiquement élevé mais très inférieur toutefois au pic de 87 % enregistrés en 2014. La superficie mondiale consacrée au coton devrait demeurer stable pendant les cinq premières années des projections puis croître à partir de 2020. Les rendements s'améliorent partout dans le monde et le rendement moyen mondial progresse lentement à mesure que la production se déplace de pays où les rendements sont relativement élevés, comme la Chine, vers des pays où ils sont relativement faibles en Asie du Sud.

La consommation mondiale de coton devrait augmenter de 1.5 % par an sous l'effet de la croissance économique et démographique, pour atteindre 28.3 Mt. En Chine, la consommation devrait tomber à 6.9 Mt dans le prolongement de la tendance baissière amorcée en 2010, tandis que l'Inde devient le premier pays en termes de consommation des filatures de coton (8 Mt) en 2025. Une augmentation de la consommation de coton des filatures est aussi prévue d'ici 2025 au Bangladesh, au Pakistan, en Turquie, en Indonésie et au Viet Nam.

Graphique 3.8. **Consommation de coton par région**



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386236>

La croissance des échanges mondiaux de coton devrait être plus lente que les années précédentes, notamment que pendant la période 2011-13, où elle était tirée par l'essor des importations chinoises. Pour produire de la valeur ajoutée, les filatures commercialisent depuis quelques années du fil et du tissu de coton plutôt que du coton brut, et cette tendance devrait perdurer. Les échanges mondiaux de coton brut devraient cependant représenter 8.7 Mt en 2025, soit près de 7 % de plus que la moyenne enregistrée pendant la période 2013-15. Les États-Unis conservent leur position de premier exportateur mondial, comptant pour 28 % des échanges mondiaux. Les exportations du Brésil devraient presque doubler, passant de 0.7 Mt à 1.5 Mt, ce qui place le pays au deuxième rang des exportateurs de coton. L'Australie, dont la production a augmenté, devrait exporter 1.1 Mt de coton, c'est à dire 70 % de plus que pendant la période de référence. Les exportations des pays d'Afrique subsaharienne producteurs de coton, pris collectivement, iront croissant pour atteindre 1.4 Mt en 2025. Du côté des importations, la Chine devrait importer 1.6 Mt de coton en 2025 et parvient bon an mal an à conserver sa place de premier marché

d'importation. Sa position dominante sur le marché du coton sera fortement remise en cause à mesure que d'autres pays importateurs gagnent du terrain. Selon les projections, en 2025, le Bangladesh, l'Indonésie et le Viet Nam importeront chacun plus de 1 Mt.

En dépit de la hausse continue des coûts de la main-d'œuvre agricole qui pèse sur la production mondiale de coton, et de la concurrence toujours plus forte entre cultures pour l'utilisation des ressources, l'amélioration de la productivité liée au progrès technologique, notamment à l'adoption plus large du coton biotechnologique, pourrait assurer une bonne marge de progression à la production de coton dans les dix années à venir. Bien que les perspectives à moyen terme indiquent une croissance soutenue, certaines incertitudes à court terme entourant les présentes *Perspectives* pourraient se traduire par une volatilité à court terme de la demande, de l'offre et des prix. Un coup de frein à l'économie mondiale, l'effondrement des échanges mondiaux de textiles et de vêtements, la concurrence des fibres synthétiques, en termes de qualité et de prix, et les changements dans les politiques gouvernementales sont des facteurs importants qui peuvent se répercuter sur le marché du coton. Le niveau record des stocks est également un facteur déterminant pour le prix mondial du coton.

Le chapitre détaillé du coton est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-14-fr

Notes

1. Ces accroissements en termes absolus dans l'Union européenne et au Canada sont quelque peu trompeurs puisque pendant la période de référence des récoltes exceptionnelles se sont produites en 2013 et 2014 dans l'Union européenne et une récolte particulièrement abondante a eu lieu au Canada en 2013.
2. Le terme « produits carnés transformés » désigne la viande qui a été transformée pour améliorer sa conservation ou rehausser sa saveur, par exemple en jambon ou en saucisses.
3. Le bioéthanol est un mélange d'essence et d'éthanol anhydre utilisé comme carburant pour les transports. Au Brésil, la majeure partie du parc automobile est constituée de véhicules polycarburants, qui peuvent fonctionner avec n'importe quel mélange d'essence et d'éthanol. À la pompe, les automobilistes ont le choix entre le bioéthanol (qui correspond actuellement à l'E27.5) et l'éthanol hydraté (E100).
4. Prix de gros, États-Unis, Omaha.
5. Prix à la production, Allemagne, net de droits de douane et de taxes sur l'énergie.
6. Le « taux maximal d'incorporation » renvoie aux contraintes techniques à court terme qui freinent la progression de la consommation d'éthanol. La présente édition des *Perspectives* suppose qu'aux États-Unis, les voitures ne pourront pas utiliser de l'essence mélangée à plus de 10 % d'éthanol.



Extrait de :

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025

Accéder à cette publication :

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-fr

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/FAO (2016), « Aperçus par produit », dans *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-6-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.